

PAYS BASQUE

Une chaîne humaine en faveur du système immersif

Samedi matin, à l'appel d'Euskal Konfederazioa, les associations de l'enseignement en langue basque ont réalisé une chaîne humaine entre la maison de René Cassin près de l'hôtel de ville de Bayonne jusqu'à la sous-préfecture. Un millier de personnes étaient réunies pour l'euskara.

WILLY ROUX | 10/10/2020 19:25 | 0 COMMENTAIRES



Un millier de personnes ont formé une chaîne humaine en faveur du système immersif en euskara. © Guillaume FAUVEAU.

Samedi matin, il n'y avait pas assez de mètres pour caler le millier de personnes venues former la chaîne humaine en faveur du système immersif en euskara entre la maison de René Cassin et la sous-préfecture. Après les manifestations lors de la rentrée scolaire suite au refus de l'Académie de Bordeaux d'ouvrir une classe de maternelle en immersion à l'école publique Basté-Quieta à Saint-Pierre-d'Irube, la mobilisation se poursuit en faveur de l'euskara.

"Les gens ont répondu présent. Ils ont pris conscience que la situation était grave. La cas de l'école de Saint-Pierre d'Irube n'est que l'arbre qui cache la forêt, car après cette école, ce sera le système immersif dans toutes les écoles publiques et pourquoi pas dans les écoles privées et les ikastola qui peuvent être danger. Nous voulons défendre le droit pour les parents de choisir l'éducation qu'ils veulent", souligne Sébastien Castet d'Euskal Konfederazioa.

Sous le slogan, "l'euskara a besoin de l'immersif", les membres de la chaîne humaine ont brandi des pancartes affichant le nom de leur établissement scolaire solidaire de l'évènement. Santa Maria eskola Kanbo, Santa Teresa eskola Hazparne, Oihana Ikastola Baiona, Donostei Ikastetxea Baigori, ou encore Amikuzeko Ikastola Donapaleu... Le personnel enseignant, les parents d'élèves, les enfants de tout le Pays Basque Nord se sont mobilisés.

"Nous voulons envoyer un message à Paris, celui de René Cassin de 1948 qui dit que 'personne ne sera discriminé par rapport au choix de sa langue'. J'espère que nous serons entendus et qu'ils laisseront faire l'école publique de Basté-Quieta. Elle ne demande qu'une chose,

PUBLICITÉ

IMPRIMER
ENVOYER

PUBLICITÉ

que les enfants aient le choix, le choix d'apprendre en langue basque. Il n'est pas concevable qu'au XXIe siècle, l'on ne puisse pas choisir l'école de ses enfants et le modèle pour ses enfants", déclare Hur Gorostiaga, le directeur de Seaska.

Lors de cette manifestation, Isabelle Cazenave, directrice de l'école Basté-Quieta, accompagnée de ses collègues, était également présente. Elle a fait part de son "incompréhension totale" alors qu'elle a "fait tout ce qui lui était demandé pour ouvrir cette classe en immersion en maternelle. "Pour monter le dossier, il faut l'unanimité et non la majorité de l'équipe enseignante pour ouvrir cette classe. Nous sommes dix enseignants. L'unanimité au sein du corps enseignant est difficile à obtenir car les enseignants en langue française craignent de perdre leur poste, détaille la directrice d'école. Tout le monde a voté en faveur de l'ouverture et les parents ont répondu favorablement à plus de 80 %, nous avons fait exactement ce qui était préconisé".

Depuis le refus de l'ouverture de la classe par le rectorat, Isabelle Cazenave attend toujours une réponse du gouvernement depuis qu'une délégation est montée à Paris défendre la cause de l'immersif dans l'école publique.

"Nous nous demandons l'intention de Paris car ici il y a une vraie envie de développer l'enseignement en immersion et au moment où les choses marchent et que les résultats des études démontrent qu'un enfant en immersion apprend mieux que dans le bilingue et l'unilingue, c'est à ce moment qu'ils interdisent, cela n'est pas logique", conclut Hur Gorostiaga.

Des représentants du Département (Max Brisson), de la Région (Mathieu Bergé) et de l'Agglo basque (Antton Curutchary) se rendent ce mardi 13 octobre au ministère de l'Education nationale pour rencontrer à nouveau un représentant du ministère et tenter de débloquer la situation. Deux jours plus tard, celui qui devrait prendre la présidence de l'Office public de la langue basque (OPLB), Antton Curutchary, indique que si l'Etat français ne change pas de position concernant ce dossier, l'assemblée générale de l'OPLB de ce jeudi pourrait s'annoncer "chaude".

Une vraie menace de blocage de la structure qui travaille pour le développement de l'euskara au Pays Basque Nord est sur la table. Rappelons que l'Etat français est présent et finance à 25 % cette structure publique, au même niveau que la Communauté d'agglomération Pays Basque, le Département et la Région. Si ces trois dernières institutions sont favorables à la poursuite des expérimentations mises en place concernant l'immersion, l'Etat français, lui, est revenu dessus et met un coup d'arrêt à la politique linguistique mise en place dans l'enseignement ces dernières années.



Nous voulons connaître votre opinion



ENVOYER

Confidentialité